

Les crédits

En ce qui a trait à la question des éclaircissements, il s'agit là d'une notion qui doit être examinée et analysée avec soin. Nous n'allons pas la rejeter de prime abord. Nous sommes à la fin d'octobre 1989. Les négociations vont se poursuivre au cours des douze prochains mois. Il faut examiner cette notion.

Il peut être utile de chercher à obtenir le coût des barrières non tarifaires en appliquant le principe des éclaircissements. La notion de mesure globale de l'aide est aussi fort utile. Il s'agit d'un processus complexe. Toutes les parties ne se sont pas encore entendues sur ce qui constitue une mesure de soutien adéquate. C'est certes là une notion qu'il faut approfondir, afin que tout le monde sache combien il lui en coûte exactement de céder dans certains domaines et ce qu'il pourrait obtenir en retour dans d'autres domaines. Ce sont des outils fort utiles, mais rien de plus.

En ce qui a trait à la législation sur les subventions et les droits compensateurs, le Canada a soumis au GATT une proposition à ce sujet qui est fortement appuyée de tous côtés. J'espère que le député l'a lue. Sauf erreur, elle va servir de base aux négociations concernant les subventions et les droits compensateurs. Si ce document est accepté au cours de ces négociations, nous pourrions alors compter sur un système beaucoup plus utile, équitable et sensé pour ce qui est de déterminer le bien-fondé des subventions et des droits compensateurs.

• (1700)

M. Althouse: Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir m'adresser au ministre qui, prenant la parole au moment où le soleil était déjà bas, a pu croire, en voyant son ombre, qu'il était plus grand que tous ceux qui avaient parlé avant lui. J'ai constaté que le ministre a admis un peu tardivement que le Congrès des États-Unis n'est jamais lié par les ententes internationales. Cependant, ce n'est pas vraiment sur cela que porte ma question.

Je l'ai mentionné pendant mon intervention, le paysage agricole mondial se transforme très rapidement. Je me demande si le ministre peut nous expliquer pourquoi le Canada et d'autres membres du GATT ont décidé de tenter de régler pour la prochaine décennie les problèmes commerciaux qui existent dans l'agriculture, et dans d'autres secteurs, sans inclure l'Union soviétique et la Chine dans leurs négociations? Ces deux pays semblent en voie de devenir de grands exportateurs de produits

agricoles. La Chine a pu exporter des surplus pendant deux des trois dernières années alors que depuis deux ans, les États-Unis ne réussissent même pas à combler leurs propres besoins et doivent puiser dans leurs réserves de céréales.

Le ministre ne pense-t-il pas que même si les membres actuels du GATT parviennent à s'entendre, tout accord sera voué à l'échec puisque l'évolution actuelle des choses permet de croire que l'Union soviétique et la Chine deviendront des exportateurs de céréales et d'autres produits de base? Comment pouvons-nous espérer régler des différends commerciaux si nous n'invitons pas aux négociations deux états susceptibles de compter parmi les plus grands producteurs de produits agricoles?

M. Crosbie: Monsieur le Président, la République populaire de Chine souhaite devenir membre du GATT et des discussions en ce sens ont lieu depuis un certain nombre de mois déjà. Il en va de même pour l'URSS. Ces pays ne peuvent se joindre au système commercial mondial que s'ils acceptent le système de marchés et le genre de règles qui s'appliquent au commerce international. Dès qu'ils accepteront ces règles, je suis sûr qu'ils seront les bienvenus.

Je suis souvent perplexe, monsieur le Président, devant le fait qu'au Canada, les socialistes sont si arriérés, si loin derrière leurs homologues de Nouvelle-Zélande et d'Australie, pays qui ont découvert l'économie de marché, comme les socialistes de l'Europe de l'Est l'ont fait. Des socialistes convaincus en Australie et en Nouvelle-Zélande l'ont découvert. Cependant, ici au Canada, on a quelques socialistes farfelus qui sillonnent le pays en rejetant tout ce qui a trait au marché, qu'ils prétendent être insensible et ainsi de suite. Voilà leurs homologues socialistes—et le chef du Nouveau Parti démocratique en est un, il est vice-président de l'International socialiste—ils disent carrément le contraire partout où ils vont. Quelle incohérence!

M. Jack Parnell, le sous-secrétaire de l'Agriculture des États-Unis, était ici aujourd'hui pour des entretiens avec notre sous-ministre de l'Agriculture et l'une des questions que nous avons soulevées était l'article 332 et l'enquête qu'on mène au sujet de nos exportations de blé dur aux États-Unis. Bien sûr, cette enquête ne devrait pas mener à des mesures prises contre nous, mais nous n'apprécions pas qu'on estime devoir faire enquête, ce dont nous avons parlé avec le sous-secrétaire américain aujourd'hui.